

Publicité

Art. 11. Les séances de la Commission ne sont pas publiques. Les avis d'initiative ou à la demande du Ministre ne peuvent être communiqués à des tiers qu'avec l'accord du Ministre ayant l'agrément des prestataires de soins de santé dans ses attributions.

Les rapports, recommandations et avis de la Commission, dûment approuvés en séance plénière et présentant un caractère d'intérêt général sont notifiés au Ministre ayant l'agrément des prestataires de soins de santé dans ses attributions.

Art. 12. Toute question d'ordre intérieur non prévue au règlement est tranchée à la majorité simple des membres présents.

Sur proposition du/de la président(e) ou de trois membres de la Commission, la décision de modification est soumise dans les quinze jours ouvrables à l'approbation du Ministre ayant l'agrément des prestataires des soins de santé dans ses attributions.

Bruxelles, le 24 mai 2019.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13955]

24 MEI 2019. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Erkeningscommissie voor artsen-specialisten in de fysische geneeskunde en revalidatie

De Minister-President,

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 88;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 november 2017 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van artsen-specialisten en van huisartsen;

Overwegende dat de Erkeningscommissie haar huishoudelijk reglement op 4 april 2019 heeft aangenomen,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Erkeningscommissie voor artsen-specialisten in de fysische geneeskunde en revalidatie, gevoegd bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de erkenning van gezondheidszorgverleners is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 mei 2019.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203750]

11 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne le financement des centres de coordination agréés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 469, alinéas 1^{er}, 6 et 7, modifié par le décret du 30 novembre 2018;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu le rapport du 20 décembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2018;

Vu la décision du 23 janvier 2019 de l'organe de concertation intra-francophone de ne pas rendre d'avis et/ou de recommandation;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 21 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 1595 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014, est remplacé par ce qui suit :

« **Art. 1595.** § 1^{er}. En application de l'article 469 du Code décrétal, il est octroyé annuellement au centre agréé, une subvention :

1^o destinée à couvrir les dépenses de personnel et répartie comme suit :

a) pour un équivalent temps plein coordinateur :

(1) 46.500 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 0 à 7 ans;

(2) 55.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique 8 à 13 ans;

(3) 59.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 14 à 19 ans;

(4) 66.250 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 20 ans et plus;

b) pour un équivalent temps plein travailleur administratif :

(1) 30.000 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 0 à 7 ans;

(2) 30.624 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique 8 à 13 ans;

(3) 31.922 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 14 à 19 ans;

(4) 32.462 euros pour du personnel bénéficiant d'une ancienneté barémique de 20 ans et plus;

2^o destinée à couvrir les frais de fonctionnement et répartie comme suit :

a) 7.500 euros par équivalent temps plein coordinateur;

b) 4.500 euros par équivalent temps plein travailleur administratif.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o, les montants alloués par personne sont diminués des montants perçus par le centre dans le cadre des aides à l'emploi accordées en application du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement.

§ 2. Pour chaque centre, le Ministre détermine le nombre d'équivalent temps plein visé au paragraphe 1^{er} pris en compte pour la subvention.

§ 3. La subvention est pondérée pour les centres agréés couvrant des zones de soins dont la population a une densité inférieure ou égale à cent habitants par kilomètre carré. Le coefficient de pondération est fixé à 0,33 par zone de soins à faible densité couverte par le centre sur sa zone d'agrément.

La densité de la population est déterminée grâce :

1^o à la superficie des communes telle que communiquée par la Documentation patrimoniale du Service public fédéral Finances;

2^o aux chiffres de la population de droit par commune à la date du 1^{er} janvier de l'année considérée publiés au *Moniteur belge* par la Direction générale Statistique du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie. ».

Art. 3. Dans le même Code sont insérés les articles 1595/1 à 1595/3, rédigés comme suit :

« **Art. 1595/1.** § 1^{er}. En application de l'article 469, alinéa 6, du Code décrétal, les critères de calcul pris en compte pour la liquidation de la partie variable de la subvention sont constitués par :

1^o pour la mission d'évaluation : chaque évaluation d'un nouveau bénéficiaire menée sur base du BelRai screener vaut pour une action;

2^o pour la mission de coordination : chaque ouverture de nouveaux dossiers, chaque réunion de coordination, chaque visite de suivi auprès du bénéficiaire, de son représentant ou d'un aidant proche, chaque réunion de coordination avec les prestataires, en présence ou non du bénéficiaire, vaut pour une action;

3^o pour la mission de travail en réseau : chaque réunion avec le réseau vaut pour une action.

§ 2. La totalité des actions comptabilisées par centre de coordination détermine le dynamisme du centre de coordination agréé visé à l'article 469, alinéa 5, du Code décrétal.

L'activité attendue de chaque centre équivaut à 222 actions par an et par équivalent temps-plein coordinateur.

§ 3. La partie variable de la subvention visée par l'article 469, alinéa 5, du Code décrétal est versée au prorata du nombre d'actions mesurant le dynamisme du centre de coordination de l'année précédente divisé par le nombre d'actions de l'activité attendue.

Les éventuels montants non-versés suite à l'application de l'alinéa 1^{er} sont redistribués aux centres ayant dépassé leur activité attendue, de manière proportionnelle à leur dépassement.

§ 4. Les actions visées au paragraphe 1^{er}, 1^o, représentent au minimum vingt-cinq pour cent de l'activité attendue. Les actions visées au paragraphe 1^{er}, 2^o, représentent au minimum cinquante pour cent de l'activité du centre. Les actions visées au paragraphe 1^{er}, 3^o, représentent entre minimum trois pour cent et maximum dix pour cent de l'activité du centre.

§ 5. Une évaluation du présent article est prévue durant l'année 2022, ainsi que les deux années suivantes.

Art. 1595/2. Pour les centres de coordination agréés à la date du 31 décembre 2018, les subventions et forfaits mentionnés à l'article 1595 peuvent être justifiés tant dans l'enveloppe relative aux frais de fonctionnement que celle relative aux frais de personnel, en permettant l'utilisation d'un montant globalisé sans limitation de l'une ou l'autre enveloppe.

Art. 1595/3. Par dérogation à l'article 12/1, § 1^{er}, pour l'année 2019 et pour l'année 2020, les subventions sont liquidées par le Ministre en maximum une avance et un solde.

L'avance, représentant nonante pour cent du montant de la subvention escomptée, par référence au budget prévisionnel des dépenses de l'Agence relatives aux centres de coordination de soins et de services à domicile, du secteur privé et du secteur public, est liquidée au plus tard le 1^{er} mars.

Le solde est liquidé après vérification, par l'administration, du dossier justificatif visé à l'article 12/2, aux conditions prévues par le présent Code.

Après réception du dossier justificatif visé à l'article 12/2, l'administration peut solliciter la communication de toute pièce justificative complémentaire qu'elle estime nécessaire au contrôle de l'utilisation des subventions. Dans ce cas, le solde est liquidé après vérification, par l'administration, du dossier justificatif visé à l'article 12/2 et des pièces complémentaires sollicitées. ».

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la partie variable de la subvention visée à l'article 1595/1 entre en vigueur au 1^{er} janvier 2021. Pour l'année 2019 et l'année 2020, la subvention visée à l'article 1595 est accordée de manière forfaitaire.

Art. 5. Le Ministre qui a la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203750]

11 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wat betreft de financiering van de erkende coördinatiecentra

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 469, leden 1, 6 en 7, gewijzigd bij het decreet van 30 november 2018;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het rapport van 20 december 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 december 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2018;

Gelet op de beslissing van 23 januari 2019 van het inter-Franstalig overlegorgaan om geen advies en/of aanbeveling uit te brengen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 21 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 1595 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 1595. § 1. Overeenkomstig artikel 469 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt een jaarlijkse toelage toegekend aan het erkend centrum:

1^o bestemd om de personeelskosten te dekken en verdeeld als volgt:

a) voor een voltijds equivalent coördinator:

- (1) 46.500 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 0 tot 7 jaar;
- (2) 55.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 8 tot 13 jaar;
- (3) 59.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 14 tot 19 jaar;
- (4) 66.250 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 20 jaar en meer;

b) voor een voltijds equivalent administratief medewerker:

- (1) 30.000 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 0 tot 7 jaar;
- (2) 30.624 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 8 tot 13 jaar;
- (3) 31.922 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 14 tot 19 jaar;

(4) 32.462 euro voor personeel met een schaalanciënniteit van 20 jaar en meer;

2° bestemd om de werkingskosten te dekken en verdeeld als volgt:

a) 7.500 euro voor een voltijds equivalent coördinator;

b) 4.500 euro voor een voltijds equivalent administratief medewerker.

In afwijking van het eerste lid, 1°, worden de bedragen die per persoon toegekend worden, verminderd met de bedragen ontvangen door het centrum in het kader van de steun voor tewerkstelling toegekend overeenkomstig het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs.

§ 2. Voor elk centrum bepaalt de Minister het aantal in paragraaf 1 bedoelde voltijdse equivalenten dat voor de toelage in aanmerking genomen wordt.

§ 3. De toelage wordt gewogen voor de erkende centra die zorggebieden bestrijken met een bevolkingsdichtheid die lager dan of gelijk is aan honderd inwoners per vierkante kilometer. De wegingscoëfficiënt wordt bepaald op 0,33 per zorggebied met een lage dichtheid gedekt door het centrum in zijn erkenningsgebied.

De bevolkingsdichtheid wordt bepaald op grond van:

1° de oppervlakte van de gemeenten zoals meegedeeld in de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën;

2° de cijfers van de werkelijke bevolking per gemeente op 1 januari van bedoeld jaar, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* door het Directoraat-generaal Statistiek van de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie.”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 1595/1 tot 1595/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“**Art. 1595/1.** § 1. Overeenkomstig artikel 469, lid 6, van het decreetgevend deel van het Wetboek worden de berekeningscriteria voor de uitbetaling van het variabele deel van de toelage vastgesteld als volgt:

1° voor de beoordelingsopdracht: elke beoordeling van een nieuwe begunstigde die op basis van de BelRai screener gedaan wordt, geldt voor één actie;

2° voor de coördinatieopdracht: elke opening van nieuwe dossiers, elke coördinatievergadering, elk opvolgingsbezoek bij de begunstigde, zijn vertegenwoordiger of een mantelzorger, elke coördinatievergadering met de dienstverleners, ongeacht of de begunstigde al dan niet aanwezig is, geldt voor één actie;

3° voor de opdracht werk in netwerkverbanden: elke vergadering met het netwerk geldt voor één actie.

§ 2. Het geheel van de per coördinatiecentrum geregistreerde acties bepaalt de dynamiek van het erkende coördinatiecentrum bedoeld in artikel 469, vijfde lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek.

De verwachte activiteit van elk centrum bedraagt 222 acties per jaar en per voltijds equivalent coördinator.

§ 3. Het variabele gedeelte van de toelage bedoeld in artikel 469, vijfde lid, van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt uitgekeerd naar rato van het aantal acties dat de dynamiek van het coördinatiecentrum in het voorgaande jaar meet, gedeeld door het aantal acties van de verwachte activiteit.

De eventuele bedragen die na toepassing van het eerste lid niet uitbetaald werden, worden herverdeeld over de centra die hun verwachte activiteit overschreden hebben, in verhouding tot de overschrijding ervan.

§ 4. De in paragraaf 1, 1°, bedoelde acties tellen voor ten minste vijftig procent van de verwachte activiteit. De in paragraaf 1, 2°, bedoelde acties tellen voor ten minste vijftig procent van de activiteit van het centrum. De in paragraaf 1, 3°, bedoelde acties tellen voor ten minste drie procent en voor maximaal tien procent van de activiteit van het centrum.

§ 5. Een evaluatie van dit artikel wordt tijdens het jaar 2022 alsook de twee daaropvolgende jaren verwacht.

Art. 1595/2. Voor de op 31 december 2018 erkende coördinatiecentra kunnen de in artikel 1595 bedoelde toelagen en forfaitaire bedragen gerechtvaardigd worden, zowel in de enveloppe voor de werkingskosten als in de enveloppe voor de personeelskosten, door toe te staan dat een globaal bedrag gebruikt wordt zonder beperking van de ene of de andere enveloppe.

Art. 1595/3. In afwijking van artikel 12/1, § 1, worden de toelagen voor het jaar 2019 en het jaar 2020 uitbetaald door de Minister in maximum één voorschot en één saldo.

Het voorschot, dat voor negentig procent van het bedrag van de verwachte toelage telt, wordt uiterlijk op 1 maart uitbetaald door verwijzing naar de voorbegroting van de uitgaven van het Agentschap met betrekking tot de coördinatiecentra van thuiszorg en thuisdienstverlening, zowel in de privé als in de openbare sector.

Het saldo wordt na onderzoek door de Administratie van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 uitbetaald onder de voorwaarden waarin dit Wetboek voorziet.

Na ontvangst van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 kan de Administratie verzoeken om de overlegging van elk bijkomend bewijsstuk dat ze nodig acht voor de controle op het gebruik van de toelagen. In dat geval wordt het saldo uitbetaald na onderzoek door de administratie van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 en van de opgevraagde bijkomende stukken.”.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

In afwijking van het eerste lid treedt het in artikel 1595/1 bedoelde variabele gedeelte van de toelage op 1 januari 2021 in werking. Voor het jaar 2019 en het jaar 2020 wordt de in artikel 1595 bedoelde toelage op forfaitaire basis toegekend.

Art. 5. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 april 2019.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI